

- **Hommes et femmes en lutte : la naturalisation des assignations de genre**

Mars 1991. Une insurrection populaire suivie d'un putsch met fin à vingt-trois ans de dictature militaire au Mali. La presse nationale et internationale signale la présence massive de femmes dans les rues de Bamako au cours de ces événements. Celle-ci surprend. Si les «symboles de l'apaisement» se mêlent au cortège, n'est-ce pas que la révolte est justifiée? Comble de l'injuste : l'armée ouvre le feu sur «ces femmes, sur ces symboles de maternité»¹, faisant de nombreuses victimes. La participation des femmes à la révolution de 1991 était – et demeure – considérée comme un acte spontané exceptionnel. Pour expliquer leur importante mobilisation, des motivations sentimentales sont invoquées : elles se seraient rebellées poussées par leur instinct maternel, et non par conviction. La révolte de ces femmes paraissait d'autant plus légitime aux yeux des témoins oculaires de la révolution, qu'elle n'avait rien de politique : elle était irraisonnée, naïve, sublime. Les journalistes n'étaient pas les seuls à essentialiser les engagements féminins et à opérer une différenciation sexuée des modes d'action protestataires. *A posteriori*, l'historienne et

1. Alain Foka, «Moussa Traoré, président du Mali de 1968 à 1991», 1^{er} volet, émission *Archives d'Afrique*, RFI, 9 février 2007, 20 minutes.

militante Adam Ba Konaré, rendait hommage aux insurgées de mars 1991 en des termes similaires :

Certes, des hommes courageux se sont engagés dans la lutte contre le régime de Moussa Traoré à travers les associations démocratiques [...] et la presse privée [...]. Ces hommes ont indéniablement soutenu et raffermi l'action de l'AEEM [Association des élèves et étudiants du Mali] mais leurs stratégies étaient scientifiquement calculées, profondément mûries. L'action des femmes, elle, tirait son essence de la fibre maternelle. Elle sortait directement des viscères, sans calcul ni mesure. Les femmes ont délibérément choisi d'être des chairs à canon. C'est à partir du vendredi 22 mars 1991, qu'elles se jetèrent dans la bataille. Elles ont automatiquement intégré le mouvement démocratique, face aux massacres perpétrés sur leurs enfants.²

Selon cette conception largement partagée, la pensée politique était une affaire « d'hommes », celle des aînés instruits et militants, tandis que l'action de rue revenait aux scolaires. L'ensemble des hommes, jeunes et moins jeunes, issus des couches populaires bamakoises était exclu du récit des événements. Quant aux femmes, elles étaient renvoyées dans les marges des pratiques politiques conventionnelles et, selon des pré-supposés qui ne sont pas propres au Mali, l'émotion était le moteur de leurs actions. Ce n'était pas le langage de la raison conçue comme une compétence masculine et élitiste, mais le langage du cœur, ou plutôt celui du ventre entendu comme utérus, qui les avait plongées dans l'insurrection. L'équation femme-mère n'était cependant pas appliquée à toutes les femmes qui avaient pris part à la révolution : ni les militantes, ni les jeunes filles scolarisées n'étaient visées par ces assignations. L'identité de ces catégories de femmes était mouvante et élaborée à l'aune d'autres critères sociaux : leur âge ou leurs compétences scolaires et militantes venaient altérer leur identité féminine et brouiller les frontières de genre. Ces femmes, rares au demeurant, étaient des jeunes ou des militantes « comme les autres », sous-entendu « comme des hommes ». À l'inverse, l'équation femme-mère était automatiquement appliquée à l'ensemble des femmes anonymes qui étaient évoquées en tant que groupe homogène, celles dont les voix parvenaient difficilement à se faire entendre dans l'espace public et qui ont été, en conséquence, objets de représentations. Si la

2. Adam Ba Konaré, *Dictionnaire des femmes célèbres du Mali*, Bamako, Éditions Jamana, 1993, p. 78.

maternité a bien été une composante des luttes féminines au Mali, limiter l'action de ces femmes à leur rôle de reproductrices ne revient-il pas à les enfermer dans un statut immuable «comme des gardiennes de quelque tradition sans âge» et à les réduire «à l'état de créatures [...] extérieures à la dynamique du développement historique»³?

À rebours des discours qui essentialisent les identités de genre, qui appréhendent les comportements dans une dichotomie naturalisée, assimilant les hommes à la culture et les femmes à la nature, cet ouvrage invite à repenser la différence sexuée des engagements en termes de construction sociale, discursive et historique. Il est alors nécessaire de se tourner vers le passé pour saisir comment se sont façonnées, au fil de l'histoire, des pratiques et des représentations sexuées de l'action collective au Mali. Le cadre choisi ici est celui de la construction nationale de ce pays. Les luttes de décolonisation forment le point de départ de ce récit qui embrasse deux périodes autoritaires successives : celle de Modibo Keita, qui prend la tête du parti anticolonial en 1956 avant de se retrouver à la présidence du pays à l'indépendance en 1960. Celle du pouvoir militaire de Moussa Traoré, qui renverse la république socialiste en 1968 et gouverne le Mali jusqu'à la révolution de mars 1991. Si le canevas est ainsi posé, l'histoire racontée se situe non pas à la tête de l'État mais dans ses marges. En traquant les formes de la contestation et en suivant pas à pas les révoltes des femmes et des hommes de ce pays, il s'agit d'historiciser les rapports sociaux et de montrer qu'ils sont «le produit de luttes, de rapports de force, de règlements arbitraires qui se sont solidifiés, chosifiés, naturalisés»⁴ avec le temps.

- **Écrire une autre histoire des engagements sexuels, en Afrique et au-delà**

Adoptant une démarche socio-historienne, cette enquête interroge les mécanismes de pouvoir qui irriguent les manières de protester, les agencements qui divisent et hiérarchisent les pratiques féminines et masculines

-
3. Tiyanbe Zeleza, «Discrimination de genre dans l'historiographie africaine», *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*, A.M. Imam, A. Mama et F. Sow éd., Dakar/Paris, CODESRIA/Karthala, 2004, p. 94-26, ici p. 95.
 4. Gérard Noiriel, «Entretien – Le jeu de la sociohistoire», par P-H. Ortiz, *Nonfiction.fr*, 26 novembre 2012. En ligne : [https://www.nonfiction.fr/article-6225-le_jeu_de_la_sociohistoire__entretien_avec_g_noiriel__23.htm].

de lutte dans le Mali contemporain. Depuis plusieurs années déjà, les travaux centrés sur les terrains occidentaux ont contribué à déconstruire nos conceptions du militantisme et plus largement des mobilisations protestataires. Celles-ci ne sont plus envisagées comme des pratiques « neutres » échappant au patriarcat, mais bien comme des espaces structurés par les rapports sociaux entre les sexes. Qu'elles prennent pour objet des mobilisations mixtes ou non mixtes, des mouvements à hégémonie masculine ou féminine, ces recherches nous montrent que les « mouvements sociaux [sont] sexués »⁵ au sens où le genre structure les modalités du recrutement militant, l'élaboration des causes, les modes d'action, la vie interne des organisations ou des mouvements⁶. Si l'étude des mobilisations protestataires en Afrique a connu un regain d'intérêt ces dernières années, au regard de l'actualité de cette question sur le continent, elle peine néanmoins à intégrer les perspectives de genre à l'analyse. En creux, se reproduit l'idée selon laquelle contester et ne pas consentir serait une pratique éminemment masculine en Afrique, sans que ne soit pour autant interrogée la fabrique virile de la virilité à l'ordre établi. Cet ouvrage entend ainsi montrer que le genre constitue, selon les mots de Joan Scott, une « catégorie utile d'analyse historique »⁷ des luttes sociales et politiques, en Afrique comme partout ailleurs. En orientant la focale sur la construction sexuée du sujet protestataire, l'outil du genre permet de questionner les frontières du politique et d'envisager la pluralité des sites où s'élabore la contestation. Le genre n'est donc pas une approche cumulative qui viendrait féminiser l'étude de la protestation mais un outil analytique pour déceler les rapports de pouvoir à l'intérieur des luttes.

Partir de cette idée dans une perspective historique invite aussi à interroger comment « le genre [...] se fait et se défait »⁸ dans le temps long des reconfigurations sociopolitiques. Des luttes de décolonisation des années 1950 à la révolution de 1991, le cadre temporel ici choisi permet de déceler sur près de quatre décennies de construction nationale malienne les mutations du genre à l'aune des événements protestataires.

-
5. Danièle Kergoat et al., *Les infirmières et leur coordination. 1988-1989*, Paris, Lamarre, 1992, p. 122.
 6. Olivier Fillieule, « Travail militant, action collective et rapports de genre », *Le sexe du militantisme*, O. Fillieule et P. Roux éd., Presses de Sciences Po, 2009, p. 23-72.
 7. Joan Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, n° 37-38, 1988, p. 125-153.
 8. Isabelle Brian et al., « Le genre comme démarche », *Hypothèses 2004*, n° 1, 2005, p. 277-295.

Comme le souligne Françoise Tétard : « L'historien, dans sa méthode, y voit quelquefois plus clair quand un conflit se fait jour, quand des clivages se créent, quand le consensus apparent se brise »⁹. À la fois lieux de tensions sociales, baromètres des changements sociaux, moments de performance, de transgression et de transformation des rapports sociaux, les moments de conflits offrent une porte d'entrée dans une histoire qui est en même temps politique, sociale et culturelle; dans une histoire où l'individuel et le collectif s'entrecroisent. Que les actions collectives protestataires investissent l'espace public (émeutes, manifestations, rébellions, révolutions) ou qu'elles empruntent les chemins discrets de la résistance souterraine (insoumissions, contournements, ruses, escapismes), qu'elles prennent la forme de révoltes ou de demandes de réformes, qu'elles soient progressistes ou conservatrices, toutes les formes de luttes collectives sont ici prises en compte, afin de comparer comment le genre opère dans des contextes de mobilisation divers.

Dans le champ des études africaines, de nombreux travaux ont mis en lumière le rôle des femmes dans les résistances à la colonisation et la diversité de leurs luttes. Ils ont aussi montré, dans une approche intersectionnelle¹⁰, combien le genre devait être croisé à d'autres catégories comme la classe, la race, mais aussi l'âge, les rapports générationnels étant essentiels dans le fonctionnement hiérarchisé de nombreuses sociétés africaines¹¹. Au sein de cette riche historiographie, le combat anticolonial constitue un terrain d'analyse particulièrement fécond pour interroger le poids du genre dans les imaginaires politiques et les mobilisations des décolonisations. Ces approches, anciennes dans l'étude des colonies anglaises et portugaises, connaissent depuis peu un réel dynamisme dans l'espace francophone. Elles nous montrent « combien les processus de décolonisation – mobilisations sociopolitiques, guerres, réformes de l'Empire – ont été en même temps des moments de réaffirmation, de recomposition et de vacillement des rapports de genre »¹². En prenant pour point

9. Françoise Tétard, « Vous avez dit éducation populaire? », *Éducation populaire : une actualité en question*, n° 44 d'Agora, 2007, p. 74-89, ici p. 80.

10. Kimberlé Williams Crenshaw, « Cartographie des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005, p. 51-82.

11. Au point que la sociologue nigériane Oyèrónkẹ Oyèwùmi considère que le genre est une construction occidentale et que les hiérarchies sociales sont davantage déterminées par l'âge. Oyèrónkẹ Oyèwùmi, *The Invention of Women: Making an African Sense of Western Gender Discourses*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997.

12. Pour un bilan historiographique : Emmanuelle Bouilly et Ophélie Rillon, « Relire les

d'entrée les expériences politiques d'une des deux catégories de sexe – les femmes –, ces recherches affinent notre lecture du bouillonnement de cette période historique : les reconfigurations politiques de ces décennies cristallisent autant qu'elles reconfigurent les hiérarchies sociosexuées. Qu'elle soit analysée à l'échelle locale, territoriale ou transnationale, la lutte anticoloniale a constitué un moment inédit de façonnement des identités sexuées, tant féminines que masculines¹³. Les dynamiques de l'histoire – ou plutôt de l'historiographie – s'arrêtent à la porte des indépendances, formant une parenthèse enchantée vite refermée dans les anciennes colonies d'Afrique subsaharienne sous domination française. Alors que la période coloniale a été investie par la discipline historique, celle des libérations économiques et politiques des années 1990 est privilégiée par la sociologie des mobilisations¹⁴. Entre les deux, rares sont les travaux à questionner l'histoire des régimes autoritaires issus des décolonisations en prenant le contre-pied des récits nationalistes, et plus rares encore sont ceux qui interrogent les enjeux de lutte de ces décennies de construction nationale¹⁵. Un tel vide semble valider l'idée d'une période peu conflictuelle où seules quelques révoltes spasmodiques et masculines seraient venues troubler la cohésion nationale. Le renouvellement actuel de l'historiographie des « années 1968 » et des expériences socialistes en Afrique¹⁶ vient heureusement rappeler combien l'élan révolutionnaire

décolonisations d'Afrique francophone au prisme du genre», *Le Mouvement social*, n° 255, 2016, p. 3-16, ici p. 5.

13. Luise White, « Matrimony and Rebellion: Masculinity in Mau Mau », et Pashington Obeng, « Gendered Nationalism: Forms of Masculinity in Modern Asante of Ghana », *Men and Masculinities in Modern Africa*, L. A. Lindsay et S. F. Miescher éd., Portsmouth, Heinemann, 2003, respectivement p. 177-191 et p. 192-208.
14. Emmanuelle Bouilly, Ophélie Rillon et Hannah Cross, « African Women's Struggles in a Gender Perspective », *Review of African Political Economy*, vol. 43, n° 149, 2016, p. 338-349.
15. Céline Pauthier, « "La femme au pouvoir, ce n'est pas le monde à l'envers". Le militantisme au féminin en Guinée des années 1950 à 1984 », *Femmes d'Afrique et émancipation. Entre normes sociales contraignantes et nouveaux possibles*, M. Gomez-Perez éd., Paris, Karthala, 2018, p. 73-114; Rose Ndengue, *Femmes, sphère publique et pouvoir politique en postcolonie : le cas du Cameroun (1945-2010)*, thèse de doctorat, Université Paris 7, 2018; Mamaïe Idriss, *Femmes et engagement pour la départementalisation de Mayotte (1958-2011). Dynamiques du genre dans les luttes sociales et politiques dans l'archipel des Comores*, thèse de doctorat, Université de Paris, 2019; Louise Barré, « Des femmes "évoluées" pour une nouvelle Nation (Côte d'Ivoire, 1964) », *Cahiers d'études africaines*, n° 230, 2018, p. 373-398.
16. Françoise Blum, *Révolutions africaines. Congo, Sénégal, Madagascar, années 1960-1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014; Miantha Christiansen et Zachary Scarlett éd., *The Third World in the Global 1960s*, New York, Berghahn Books, 2013; Françoise Blum, Pierre Guidi et Ophélie Rillon éd., *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2017; Françoise

de ces décennies a aussi été africain, mais il n'inclut qu'à la marge les perspectives de genre à l'analyse. Au même titre que la lutte anticoloniale, la fabrique des systèmes politiques nationaux a pourtant été un puissant vecteur d'idéologies de genre, certes imposées par les nouveaux États indépendants, mais aussi largement subverties et contestées par les individus. Entre les projets d'ingénierie sociale et les résistances ou protestations multiformes, cet ouvrage s'attèle à montrer que le genre fut au cœur des mécanismes de pouvoir des décennies de construction nationale au Mali.

Penser les rapports sociaux entre les sexes dans les luttes africaines invite enfin à se départir d'une approche exclusivement centrée sur l'histoire des femmes. Si celle-ci demeure fondamentale pour faire des femmes africaines des «sujets d'histoire»¹⁷ et contribue à dénaturiser la différence des sexes, la perspective adoptée ici est autre. Il ne s'agit pas d'écrire une histoire des femmes en lutte mais d'intégrer la variable du genre pour relire l'histoire de la conflictualité sociopolitique au Mali. Les hommes, en tant qu'être sexués, sont pleinement intégrés à l'analyse afin de déceler la construction relationnelle de la différence des sexes dans les mobilisations. Si l'histoire des masculinités connaît, dans le sillage des études de genre, un réel essor dans le champ des études africaines, elle se concentre principalement sur deux pôles opposés : la fabrique ordinaire des identités masculines ou les masculinités en guerre¹⁸. Rares sont les études historiques sur les mobilisations collectives à adopter cette perspective et encore plus rares sont celles qui articulent les sexes. «Ce sera la tâche d'une troisième génération», écrivaient Michelle Perrot et Alain Corbin¹⁹. Il semble en effet fondamental d'opérer aujourd'hui une relecture sexuée des mouvements contestataires qui rende compte de la réinvention des catégories du masculin et du féminin et de leur dépassement à certains moments de l'histoire.

Blum et al. éd., *Socialismes en Afrique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.

17. Michelle Perrot, *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998.

18. Christophe Broqua et Anne Doquet, «Penser les masculinités en Afrique et au-delà», *Cahiers d'études africaines*, n°209-210, 2013, p.9-41.

19. Alain Corbin et Michelle Perrot, «Des femmes, des hommes et des genres», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°75, 2002, p.167-176.

Au-delà du consensus. Penser la conflictualité au Mali

Prendre le Mali comme pays d'étude de la conflictualité n'est, à première vue, pas une évidence. Comme le souligne Johanna Siméant, « peu de mots désignent la révolte et le refus de se soumettre au pouvoir » en bambara, la langue véhiculaire de la capitale et des régions du Sud²⁰. Le lexique de l'action collective renvoie davantage à la concertation, à la négociation, qu'à l'affrontement direct. Le Mali n'est-il pas le pays du « consensus politique » dont le président Amadou Toumani Touré avait fait son modèle de gestion à partir de 2002 ? Plus que le conflit, ce sont donc les modes de régulation du conflit qui ont jusqu'à maintenant interpellé les sciences sociales²¹. Si la crise de 2012 a ébranlé l'image de paix et d'harmonie sociale collée au pays²², remis au goût du jour la question de la conflictualité et montré avec d'autant plus d'acuité le manque de connaissances sur ce sujet, le vide reste à combler. Le pays n'est mentionné qu'à la marge des grandes synthèses historiographiques sur les formes de la protestation en Afrique²³, lorsque sont évoquées les révoltes du XIX^e siècle au Sahel ou les luttes anticoloniales²⁴. Seules les rébellions touarègues forgent le fil conducteur d'une histoire longue de la contestation au Mali qui transcende

-
20. Johanna Siméant, *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala, 2014, p. 19.
 21. En témoignent : le numéro 184 des *Cahiers d'études africaines*, paru en 2006, *Parentés, plaisanteries, politique* (C. Canut et E. Smith éd.), dont trois articles portent sur le Mali ; Gregory Chauzal, *Les règles de l'exception : la régulation (du) politique au Mali et au Niger*, thèse de doctorat, Sciences Po Bordeaux, 2011 ; Doulaye Konaté, « Les fondements endogènes d'une culture de la paix au Mali : les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits », *Les fondements endogènes d'une culture de la paix en Afrique. Mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits*, Paris, Unesco, 1999, p. 27-45.
 22. Julien Gavelle, Johanna Siméant et Laure Traoré, « Le court terme de la légitimité : prises de position, rumeurs et perceptions entre janvier et septembre 2012 à Bamako », *Politique africaine*, n° 130, 2013, p. 23-46 ; Michel Galy éd., *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*, Paris, La Découverte, 2013 ; Baz Lecocq et al., « One Hippopotamus and Eight Blind Analysts: a Multivocal Analysis of the 2012 Political Crisis in the Divided Republic of Mali », *Review of African Political Economy*, vol. 40, n° 137, 2013, p. 343-357.
 23. Stephen Ellis et Ineke Van Kessel éd., *Movers and Shakers. Social Movements in Africa*, Boston, Brill, 2009 ; Donald Crumme, *Banditry, Rebellions and Social Protest in Africa*, Londres/Portsmouth, James Currey/Heinemann, 2006 ; Jon Abbink, Mirjam De Bruijn et Klaas Van Walraven éd., *Rethinking Resistance. Revolt and violence in African History*, Boston, Brill Academic Publisher, 2003 ; Robert Rotberg et Ali A. Mazrui éd., *Protest and Power in Black Africa*, New York, Oxford University Press, 1970.
 24. Frederick Cooper, *Décolonisation et travail en Afrique. L'Afrique britannique et française, 1935-1960*, F.-G. Barbier-Wiesser trad., Paris, Karthala, 2004.

les ruptures politiques habituelles²⁵. Une fois l'indépendance acquise, l'historiographie du Mali contemporain laisse apparaître des moments de cristallisation au cours desquels la révolte s'exprime au grand jour : une révolte paysanne de 1968²⁶, les mouvements étudiants des années 1970²⁷, la révolution de 1991²⁸. Ces études ponctuelles ou extrêmement régionalisées – elles se focalisent sur Bamako, les zones septentrionales ou un village – donnent ainsi l'impression de révoltes « spasmodiques »²⁹ et morcelées. L'ordre ne serait-il contesté que dans des périodes particulières ? Par des groupes masculins spécifiques et *naturellement* plus prompts à la contestation (jeunes urbains, Touarègues, paysans) ? Pourtant, au cours des années 1960, des stratégies similaires de contournement ou de résistances ouvertes au mariage civil, aux travaux d'investissement humain, à la scolarisation des enfants se sont développées aux quatre coins du territoire. Bien entendu, des logiques propres aux groupes sociaux étudiés ont modelé les formes de leurs révoltes et leurs revendications. Mais une approche nationale permet de nuancer les spécificités régionales et de montrer que des révoltes locales ont pu relever de dynamiques plus larges d'opposition à l'État socialiste puis militaire. Partir en quête des subalternes, de leurs modes d'expression et de mobilisation permet de déceler les *continuums* de la contestation à l'intérieur du cadre national et par-delà les grandes ruptures politiques.

Appréhender ces révoltes au prisme du genre conduit d'autre part à adopter un regard ouvert sur les formes de la protestation, afin de saisir le politique en dehors des sites les plus évidents de la conflictualité. La redéfinition des frontières du politique depuis les années 1980³⁰ a permis de reconnaître comme politiques des modes d'action apparentés à la

-
25. Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala, 1999.
 26. Jean-Loup Amselle, « La conscience paysanne. La révolte de Ouolossébougou (juin 1968, Mali) », *Revue canadienne des études africaines*, vol. 12, n° 3, 1978, p. 339-355.
 27. Serge Nédélec, « La révolte scolaire malienne de 1979-1980 : essai d'histoire immédiate », *Histoire africaine du xx^e siècle. Sociétés – villes – cultures*, C. Coquery-Vidrovitch éd., Paris, L'Harmattan, 1993, p. 19-46.
 28. Zeric Kay Smith, « "From Demons to Democrats": Mali's Student Movement 1991-1996 », *Review of African Political Economy*, 1997, vol. 24, n° 72, p. 249-263 ; Jane Turritin, « Mali : People Topple Traoré », *Review of African Political Economy*, vol. 18, n° 52, 1994, p. 97-103.
 29. Edward P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, vol. 50, n° 1, 1971, p. 76-136.
 30. Le courant « le politique par le bas » a largement contribué à renouveler les problématiques autour des résistances du quotidien. Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique*, Paris, Karthala, 2008 [1992].

délinquance ou à la déviance, des dénominations largement employées par l'administration malienne pour qualifier des comportements féminins et juvéniles d'insoumission. C'est dans des formes d'expression qui n'étaient pas ouvertement politiques que se développaient les résistances quotidiennes. Seules certaines d'entre elles donnèrent lieu à des explosions qui devinrent des manifestations, des révoltes, des émeutes ou des rébellions. L'étude des formes de contestation ne doit pas non plus maintenir à l'écart les institutions du pouvoir telles que les organisations de masse, notamment de femmes, qui sont loin de constituer des blocs monolithiques. Barbara Cooper pour le Niger et Rosa De Jorio pour le Mali³⁴ montrent que derrière les activités sociales des organisations féminines se cachent bien souvent des formes de politisation. Ces militantes n'ont pas toujours été des «bénévoles»³² des partis uniques : elles ont développé des discours et des pratiques non conformes à l'idéologie de genre du régime et ont pris parfois part aux luttes sociales et politiques de leur temps. Elles ont également œuvré à des transformations sociales et législatives essentielles dans la vie de leurs contemporaines en matière de mariage, de sexualité, de travail. Un double enjeu guide donc ce travail : dénaturaliser la révolte au Mali, qui se révèle plus prégnante et protéiforme qu'il n'y paraît ; dénaturaliser les rapports sociaux entre les sexes dans la révolte. Ces deux démarches sont indissociables pour renouveler notre regard sur l'histoire contemporaine de ce pays.

• **C'est le regard qui fait l'Histoire**

Par ces mots, l'historienne Michelle Perrot rappelait combien l'histoire des femmes était née d'une «volonté de savoir» venue bouleverser le récit historique habituel et l'usage des sources³³. Écrire l'histoire du temps présent de sociétés anciennement colonisées comporte de nombreuses similitudes et oblige à faire preuve d'une même ingéniosité³⁴. Aux obstacles

31. Barbara M. Cooper, «The Politics of Difference and Women's Associations in Niger: Of "Prostitutes," the Public, and Politics», *Signs*, vol. 20, n° 4, p. 851-882 ; Rosa De Jorio, *Females Elites, Women's Formal Association and Political Practices in Urban Mali*, thèse de doctorat, University of Illinois at Urbana Champaign, 1997.
32. Expression employée par les militantes maliennes de l'opposition pour disqualifier les activités menées par l'Union nationale des femmes du Mali (UNFM) entre 1968 et 1991.
33. M. Perrot, *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, ouvr. cité, p. v.
34. Benjamin Stora, «Les enjeux et les difficultés d'écriture de l'histoire immédiate au Maghreb», *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 75, 2000, p. 75-76.

liés à la période étudiée se combinent ceux propres à l'écriture de l'histoire des obscurs, qu'ils et elles appartiennent aux personnes vaincues ou aient opté pour la clandestinité, ne laissant que peu de traces dans les archives. Néanmoins, les sources existent. Leur collecte nécessite de s'armer de patience et de persévérance, tant ce travail s'apparente à la traque et à l'enquête policière plutôt qu'à la cueillette. Faire parler ces données relève d'un second défi, magnifiquement décrit par Arlette Farge, qui invite les chercheurs à débusquer ce qui se cache derrière les silences, les absences, les indices, et à comprendre comment s'élaborent les pratiques et les représentations dans l'histoire³⁵. Finalement, un matériel foisonnant et extrêmement varié, voire éclaté, a servi à l'écriture de cette histoire, qui s'appuie à la fois sur des archives émanant de fonds publics maliens et français, sur des archives privées, des sources de presse et des entretiens.

Les archives nationales du Mali (ANM) et celles du ministère de l'Administration territoriale et des Collectivités locales (MATCL)³⁶ constituent des fonds particulièrement riches, bien que sous-exploités dans l'étude de la période postindépendance. Avec les sources de presse, elles ont permis de dresser un tableau des mouvements protestataires enregistrés par les services de l'État sur près de trois décennies (1960-1987)³⁷. Ce panorama nous informe moins sur les mouvements contestataires (les silences sont éloquentes à l'égard des grandes révoltes de la période) que sur la manière dont les agents de l'État se représentent la population administrée et dont ils distribuent les rôles protestataires selon des critères de genre, d'âge et de statut social. Selon ces archives, les hommes adultes étaient les plus enclins à la subversion politique : 61 % des protestations mentionnées étaient de leur seul fait. Suivaient ensuite les jeunes (27 %), dont les actes étaient essentiellement perçus sous l'angle de la déviance ou de la petite délinquance dans les premières années du régime socialiste. Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que des protestations juvéniles à teneur politique émergent de ces documents. Quant aux

35. Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989.

36. Ces dernières ont « disparu » lors du coup d'État de 2012 et semblent réapparaître progressivement aux ANM où une partie de leurs fonds a été déposée.

37. Bien entendu, il ne s'agit pas de l'ensemble des mouvements enregistrés par l'État mais de ceux que ces archives parcellaires donnaient à voir. Pour réaliser ce tableau, l'ensemble des pratiques protestataires ou transgressives a été retenu, que ces pratiques soient individuelles ou collectives. Au total 135 entrées ont été créées, ce qui représente un nombre particulièrement restreint d'actes protestataires sur trois décennies. Les informations ont été classées pour mettre en valeur la date, le lieu (du village à la région), la catégorie sociale des protestataires, leurs modes d'action, leurs revendications, etc.

femmes, elles représentent le taux le plus faible : 12 %. Ce chiffre minime et le regard porté sur les comportements féminins par les agents de l'État sont révélateurs de la construction sociale de la différence des sexes opérée dans le contexte de la construction nationale. La plupart des entrées qui concernent les femmes datent de l'époque socialiste, soulignant par là tout l'intérêt que le régime de Modibo Keita portait à leur encadrement. Dans une proportion encore plus grande que pour les jeunes, les comportements féminins étaient vus sous le prisme de la dissolution des mœurs : la sexualité des femmes (prostitution et abandon du domicile conjugal) et, dans une moindre mesure, les affaires de fraude économique en étaient les thèmes principaux. À l'inverse, sous le régime militaire les femmes sont quasiment inexistantes de ce recensement, exception faite de deux occurrences relatives aux activités politiques et syndicales menées par des enseignantes. Cette évolution montre que les administrateurs de cette période étaient bien moins soucieux de la conformité des femmes aux assignations de genre qu'ils ne s'inquiétaient de la contestation croissante au sein des élites lettrées. À l'instar de l'exploration par Ann Laura Stoler des archives coloniales³⁸, cette plongée dans les archives de la construction nationale malienne permet de saisir les anxiétés du pouvoir. Elle dévoile également les conflictualités internes de l'État malien, qui n'est pas plus homogène que l'État colonial. À la différence de Stoler cependant, et dans le sillage des *subaltern studies*, je reste persuadée qu'il est possible de « lire les archives à rebours »³⁹ (*against the grain*) des intentions de leurs producteurs pour déceler des voix rebelles et des voix subalternes. Au Mali, comme ailleurs, certaines se révèlent néanmoins plus inaudibles que d'autres⁴⁰.

Dans certains cas, le silence des archives maliennes à l'égard de grandes révoltes a pu être comblé grâce aux fonds français. Dans les fonds de l'ambassade de France à Bamako du Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN) se trouvent de volumineux dossiers relatifs aux tensions politiques qui accompagnèrent l'accession à l'indépendance, aux grèves étudiantes de la décennie 1970 et aux détenus politiques du régime

38. Ann Laura Stoler, *Au cœur de l'archive coloniale. Questions de méthode*, C. Jacquet et D. Gross trad., Paris, Éditions de l'EHESS, 2019.

39. Ranajit Guha, « The Prose of Counter-Insurgency », *Subaltern Studies II*, R. Guha éd., Delhi/Oxford, Oxford University Press, 1983, p. 45-84.

40. Gayatri Chakravorty Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, J. Vidal trad., Paris, Éditions Amsterdam, 2006.

militaire. L'ensemble est complété par des matériaux collectés par des collègues, à l'exemple des Archives du cercle de Kidal (ACK) des années 1960, classées et transmises généreusement par Pierre Boilley. Ces documents, aujourd'hui sans doute détruits par la guerre au Mali, ont pu être exploités pour relire la rébellion touarègue de 1963-1964 à l'aune des perspectives de genre. À l'inverse, par manque de sources, des moments importants de l'histoire malienne n'ont pas été inclus dans ce travail. Ainsi en est-il de la révolution touarègue du début des années 1990, sur laquelle seules des données fragmentaires ont été collectées, insuffisantes pour réexaminer ce mouvement au prisme du genre. Cette recherche ne se veut donc pas un travail exhaustif sur les formes de l'action collective au Mali, mais une histoire des dynamiques de genre dans les luttes sociales et politiques, de la décolonisation à la révolution.

Aux matériaux classiques de la discipline historique ont été combinées des enquêtes de terrain réalisées au Mali entre 2005 et 2013. Conduites entre Bamako, Kayes, Mopti, Sévaré et Sikasso, elles ont permis d'incarner ce récit et de mettre en avant des histoires singulières de révolte. Quarante-cinq entretiens, dont une dizaine avec des femmes, viennent ainsi compléter les matériaux mobilisés. Certains réalisés en groupe éclairent les socialisations militantes. D'autres s'apparentent à des récits de vie et permettent de reconstituer des trajectoires de (dés)engagement. La dimension sexuée de l'enquête de terrain, exposée autre part⁴¹, permet de saisir comment s'opère dans les lieux, les sociabilités et les discours, la fabrique d'une mémoire militante profondément sexuée et toujours d'actualité.

41. Ophélie Rillon, « Ces femmes que je ne saurais voir. Les dimensions sexuées de l'enquête de terrain en histoire », *Hypothèses* 2011, 2012, p. 41-51.